

20 ans après, la Bourse d'Alger toujours sans actions !

www.alg24.net le 28.10.2018



Algérie – Le directeur Générale de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub revient sur les raisons de la réticence des entreprises algériennes à se faire coter en Bourse.

Abordant cette problématique, le DG de la Bourse d'Alger, a en effet, expliqué que les opérateurs économiques algériens « n'ont pas la culture » de la Bourse. Selon lui, peu d'investisseurs pensent à introduire leur argent en Bourse. Les investisseurs se basent, très souvent sur le financement « personnel » ou « bancaire », a-t-il précisé.

Cinq entreprises seulement ont intégré la Bourse d'Alger située au Boulevard Amirouche, rapporte Ennahar TV. Cependant, le même intervenant indique que les actions en Bourse ont atteint des taux de rentabilité situés entre 6 et 11 % . C'est un « bon » taux « , a-t-il jugé.

De leur côté, les experts plaident pour l'amélioration du « climat des affaires » et l'assurance de la « transparence » pour pousser les sociétés algériennes qui restent sceptiques à une introduction en Bourse.

Exonérations fiscales et possibilités d'accès préférentiel aux marchés publics pour inciter les opérateurs économiques à intégrer la Bourse

28/10/2018 - 10:15



Le projet de loi de Finances de 2019 prévoit des exonérations fiscales (IRG et TVA) au bénéfice des entités économiques et des actionnaires, aux fins de dynamiser les activités de la Bourse d'Alger.

Si, dit-il, l'Etat renonce à percevoir des revenus sur certaines opérations en bourse, c'est pour en dynamiser les activités, la question restant posée restant toutefois de savoir ce que les actionnaires pourraient acheter comme action, considérant le nombre restreint des sociétés qui y sont cotées.

Intervenant, dimanche, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Yazid Benmouhoub signale que comparativement à la taille du marché il n'existe, en effet, que cinq sociétés cotées, trois du secteur privé et deux autres du secteur public.

Des exonérations fiscales accordées par l'Etat, le Directeur général de cette institution explique que lorsqu'un actionnaire acquiert des parts dans des entreprises cotées, celles-ci sont exonérées de l'IRG, lorsqu'il s'agit d'une personne physique et de l'IGS, lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

Il signale que la Bourse s'attache actuellement à vulgariser ses activités auprès des opérateurs économiques en dévoilant notamment les avantages qu'ils sont susceptibles d'en tirer, « dans un contexte difficile en termes de financement » de leurs activités.

Pour inciter des entreprises réticentes à intégrer la bourse, l'invité propose de leur accorder certains avantages, parmi lesquels il cite l'accès préférentiel à des marchés publics.

M. Benmouhoub annonce, par ailleurs, la digitalisation « dans quelques mois » de la Bourse, pour permettre aux agents économiques de réaliser des achats et des ventes d'actions, sur la base d'une cotation des titres, sans cesse actualisée.

منها تحفيزات ضريبية .. بورصة الجزائر “تغري” المؤسسات الصغيرة والمتوسطة بامتيازات جديدة

2018 tsa - 17:26 أكتوبر

تحصي الجزائر قرابة مليون مؤسسة ناشطة في مختلف المجالات، إلا أن 5 شركات فقط مدرجة في بورصة الجزائر التي مرّ على تأسيسها 21 سنة، ضعف أرجعه مديرها العام يزيد بن موهوب، إلى اعتماد الاقتصاد الوطني على التمويل البنكي وظروف سياسية شهدتها البلاد سنوات التسعينات. فالبورصة لم يترك لها المجال للعب الدور الكامل في تمويل الشركات، لكن مصالحه تعمل على إعطاء البورصة نفس جديد و دفعة جديدة لمواكبة التطور الاقتصادي .

عربي مباشر، اليوم 29 أكتوبر، ودعا المدير العام لبورصة الجزائر يزيد بن موهوب خلال نزوله ضيفاً على حصة جميع المؤسسات الصغيرة والمتوسطة إلى إدراج نفسها في البورصة والاستفادة من مختلف المزايا والامتيازات المقدمة، على أن تكون فقط شركات ذات رأسمال بحوالي 10 بالمائة، ومن بين المزايا المقترحة من طرف بورصة الجزائر، تمكين للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة أن ترفع الأموال في البورصة دون تقديم أي ضمانات عينية .

وإمكانية حصول الشركات المدرجة في البورصة على تخفيضات في نسبة ضريبة الأرباح بقدر نسبة الانفتاح، حسبما جاء في قانون المالية 2015 لسنة .

وبما أن جل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة تفضل بيع أسهمها عن طريق البورصة بالاعتماد على صناديق الاستثمار، في هذه الحالة إذا قام صندوق الاستثمار ببيع الأسهم على مستوى البورصة يتحصل على إعفاء جبائي تام على كل الأرباح المحققة .

تسديد كل ديون المؤسسات الصغيرة والمتوسطة عند رفع أموالها على مستوى البورصة مما سيعطيها إمكانات مالية جديدة لدفع بعجلة استثماراتها .

دعم الموارد البشرية وذلك بإمكانية إعطاء نسبة من رأسمال لعمال الشركة، وإضافة إلى الراتب الشهري يتحصلون . وفي آخر السنة على أرباح حسب مردودية الشركة فكلما كانت هذه الأخيرة نسبتها كبيرة كلما كانت الأرباح أكبر .

” CAAR وبخصوص 08 شركات العمومية “موبيليس، كوسيدار، القرض الشعبي الجزائري، شركة التأمين وغيرها من الشركات التي كانت من المفروض أن تدرج في بورصة الجزائر منذ عدة سنوات، فأفاد يزيد بن موهوب أنه أعيد النظر في الموضوع نظرا للتغييرات التي شهدتها السوق المالية بالجزائر خصوصا منذ تدهور بورصة أسعار النفط .

مشيرا إلى أنه في حال تم ادراج هذه الشركات التي تمتلك قيمة مالية كبرى لا يمكن للسوق الجزائرية أن تلبية لها الطلبات هذا من جهة ، ومن جهة أخرى لا تترك مكانا للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة بولوجها في بورصة

Lesoirdalgerie.com

Bourse d'Alger: Les entreprises se font encore désirer

lundi 29 octobre 2018 à 13:48

Source de l'article : Lesoirdalgerie.com

La Bourse d'Alger n'a de bourse, en fait, que le nom qu'elle porte. C'est une triste réalité que traîne l'économie du pays comme beaucoup d'autres «lacunes» auxquelles l'on tente de remédier, mais sans grand résultat malheureusement, du moins jusque-là.

Invité de la Chaîne 3 de la radio, Yazid Benmouhoub, le directeur général de la Bourse d'Alger, a d'abord rappelé que dans le but de dynamiser ce qui devrait constituer une institution dans le modèle économique que l'on veut instaurer, des exonérations sont accordées depuis l'année 2003 et sont reconduites tous les cinq ans. Ceci pour dire que les exonérations n'existent pas que depuis ces jours-ci, comme transcrit dans le projet de loi de finances 2019. Il faut rappeler également que ces exonérations d'impôts ont été orientées d'abord vers les actionnaires pour attirer le plus grand nombre vers le marché.

Exonérations qui font que lorsqu'un actionnaire perçoit en fin d'exercice un dividende celui-ci n'est pas imposable de l'impôt sur le revenu global (IRG) dans le cas d'une personne physique et de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) pour une personne morale. Puis en 2015, afin d'encourager les entreprises, il a été instauré une réduction de l'impôt sur l'IBS courant sur une période de cinq ans, avec des taux selon la dimension de l'entreprise et de son capital ouvert à l'actionariat.

Aujourd'hui, il n'existe que cinq sociétés cotées, trois du secteur privé et deux autres du secteur public. Des dépenses fiscales de la part des pouvoirs publics, c'est-à-dire que l'Etat renonce à percevoir des revenus sur certaines opérations, que le DG de la Bourse d'Alger assimile à un «signal» de la part des autorités pour dynamiser le marché boursier, mais il se gardera de dire que ce «signal» n'a pas fait courir les entreprises.

Mais ce n'est pas pour autant que M. Benmouhoub perd espoir d'attirer du monde dans son institution, lui qui se dit convaincu que «nous avons des sociétés qui peuvent venir en Bourse faire de l'optimisation fiscale et intéresser un plus grand nombre d'actionnaires». Si ça ne marche pas fort, en guise de raisons, le DG de la Bourse met en exergue le fait qu'«il y a un manque de connaissances de la part des petits porteurs ou de ceux qui détiennent des actions en Bourse pour acheter et vendre». Et à M. Benmouhoub, pour étayer ce dernier constat, de prendre en exemple la pénurie des titres émis par El-Aurassi et Saidal, des titres que leurs détenteurs ne veulent pas vendre, faisant ainsi plus du placement qu'autre chose, ce qui impacte négativement la liquidité et aboutit à une absence de dynamisme du marché boursier. D'où, préconise-t-il, la nécessité d'attirer plus d'entreprises vers le marché et donner la possibilité à d'autres entreprises ayant des excédents de liquidités ou de simples citoyens d'investir leur argent en Bourse, ce qui n'est pas gagné même si

M. Benmouhoub ne cache pas son espoir de voir aboutir le travail mené en direction des opérateurs économiques qu'ils soient du public ou du privé pour la vulgarisation de la Bourse et des avantages qu'elle peut procurer surtout dans un contexte aussi difficile, entre autres en intégrant la Bourse comme un moyen important de croissance de leurs sociétés, comme c'est le cas d'une PME qui a reçu tout récemment le visa de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) qui devrait faire son entrée à la Bourse d'Alger avant la fin de cette année, alors que d'autres entreprises devraient suivre en 2019.

Azedine Maktour

PLF 2019 : De nouveaux avantages fiscaux en faveur des entreprises (Benmouhoub)

Samia Boulahlib _alg24.net 28/10/2018

Algérie – Le projet de loi de Finances de 2019 prévoit des exonérations fiscales (IRG et TVA) au bénéfice des entreprises et des actionnaires, aux fins de relancer les activités de la Bourse d’Alger.

Le directeur général de la Bourse d’Alger a indiqué ce dimanche 28 octobre sur les ondes de la chaîne 3 de la radio algérienne que l’Etat prévoit des exonérations fiscales dans le cadre du projet de loi de Finances de 2019 en faveur des entreprises.

M. Benmouhoub explique que lorsqu’un actionnaire acquiert des parts dans des entreprises cotées, celles-ci sont exonérées de l’IRG, lorsqu’il s’agit d’une personne physique et de l’IGS, lorsqu’il s’agit d’une personne morale.

De même, il propose aussi d’accorder aux entreprises certains avantages, parmi lesquels il cite l’accès préférentiel à des marchés publics. Le but étant, d’encourager les entreprises réticentes à intégrer la bourse d’Alger, d’autant, qu’il n’existe, selon lui, que cinq sociétés cotées, trois du secteur privé et deux autres du secteur public.

هذه هي شروط تفعيل بورصة الجزائر

:حول إدراج المعاملات الإسلامية فيها

نوفمبر، 5 2018 موقع الحوار



بوجلال: تعديل قانون القرض والنقد هو الحل

الجزائر بورصة على الإسلامية الصيرفة لتفعيل الوقت حان: سليمان

الإسلامية الصيرفة بتطوير مرتبط الجزائر بورصة إحياء: علي آيت

الحل هو القانوني بالإطار الإسلامي المالي سوق ضبط: سماري

نصيرة سيد علي

أكد مجموعة من الخبراء في المالية في تصريحهم لـ "الحوار"، أن إنعاش بورصة الجزائر مرتبطة ببنك الجزائر الذي تقع عليه مسؤولية تطوير السوق المالي الإسلامي بالجزائر، من خلال الإسراع إلى ضرورة إصدار الصكوك الإسلامية التي ستقدم حسبهم حلاً تمويلية واستثمارية شاملة في الساحة المالية الجزائرية، كما ستؤدي حسبهم إلى تمويل عجز الموازنة في الخزينة العمومية، فكيف لأسواق الأوراق المالية والبورصة أن تستفيد من المعاملات الإسلامية في تنشيط أدائها؟

العالمي المال سوق في ثورة أحدثت الإسلامية المالية الأوراق

وفي السياق، أكد الخبير الاقتصادي ناصر سليمان أن الصكوك الإسلامية هي البديل عن الأوراق المالية التقليدية، وهي تشكل حالياً حوالي 15 بالمائة من حجم المالية الإسلامية في العالم، والتي تتكون إلى جانب الصكوك الإسلامية من كل من المصرفية الإسلامية والتأمين الإسلامي أو التكافلي.

هذه الصكوك -يقول ناصر- أحدثت ثورة في الأسواق المالية في السنوات الأخيرة، سواء في البلدان الإسلامية أو حتى الغربية خاصة أوروبا، هذه الأخيرة جعلتها كوسيلة لجلب رؤوس الأموال الإسلامية إلى أوروبا وخاصة لندن، وتعتبر الصكوك -يضيف الخبير نفسه- أداة مالية مهمة لتنشيط الأسواق المالية، خاصة في الكثير من البلدان الإسلامية، حيث استخدمتها العديد من الدول الإسلامية على غرار السودان كأداة لتغطية عجز الموازنة، وكذا التحكم في السيولة النقدية للبنوك، أي أداة مهمة للسياسة النقدية المطبقة من طرف البنك المركزي، كما استخدمتها دول الخليج مثل حكومة دبي كأداة لتمويل مشاريع البنية التحتية من مطارات وموانئ، وأيضاً استخدمتها العربية السعودية في إنشاء المطار الجديد للمدينة المنورة، حيث أن حوالي نصف تكلفة المطار تمت تغطيتها عن طريق إصدار صكوك إسلامية طُرحت للاكتتاب من طرف الخواص من رجال أعمال وأغنياء.

2019 مطلع دج مليار 2000 إلى تصل التي الموازنة عجز ستغطي الإسلامية الصكوك

وأضاف ناصر سليمان في معرض حديثه يقول إن الكثير من خبراء المالية في الجزائر نادوا وما زالوا ينادون بضرورة إيجاد إطار قانوني لإصدار وتداول الصكوك الإسلامية في بورصة الجزائر، وهذا لتحقيق عدة أهداف منها تنشيط هذه البورصة التي بقيت شبه ميتة منذ إنشائها في التسعينات، كما يمكن الاستفادة من هذه الصكوك في تعبئة المدخرات والبلاد تعيش أزمة مالية وشحاً في الموارد، وذلك إما لتمويل عجز الموازنة الذي بلغ حوالي 1900 مليار دج في السنة الحالية 2018، وحوالي 2000 مليار دج متوقعة في 2019 حسب قانون المالية الجديد، هذا بالإضافة إلى الاستفادة منها في تمويل مشاريع البنية التحتية والتجهيزات العمومية التي جُمِد الكثير منها بعد انهيار أسعار النفط ونقص التمويل، وخلص ناصر ليؤكد أن مشروع قانون المالية لسنة 2018 أشار في المادة 89 إلى الترخيص لوزير المالية بإمكانية إصدار سندات إسلامية سيادية (أي حكومية) لتمويل المنشآت والتجهيزات العمومية ذات الطابع التجاري للدولة، ولكن بعد صدور القانون تحولت تلك المادة إلى رقم 93 وحُدفت منه أي إشارة للصفة الإسلامية لتلك السندات.

لأوانه سابق البورصة على وانعكاساتها الإسلامية الصيرفة عن الحديث

من جهته، قال الخبير المالي الأستاذ فرحات آيت علي إن الحديث عن كيفية استفادة البورصة والأسواق المالية من المعاملات الإسلامية، سابق لأوانه، بالنظر إلى طبيعة هذه الأسواق التي لم تظهر معالمها يقول آيت علي في عالم المالي الجزائري، فلحد الساعة يضيف المتحدث ذاته لم نر معاملة إسلامية مجسدة على أرض الواقع، وبورصة الجزائرية خاوية على عروشها، إذ نجد خمس مؤسسات فقط تتداول أسهماً باحتشام داخل رواق البورصة منها مؤسستان تابعتان للخواص والباقي تابعة للقطاع العمومية، موضحاً أن البنك الذي يقوم بتقديم القروض للمستثمرين ولا يتحمل

معه الأعباء في حالة الإفلاس القصري، بل يلزم المفلس تبعات أخرى مثل دفع الغرامات في نظري يقول آيت علي لا يمت بصلة للمعاملات الإسلامية المعروفة، يف إلى ذلك يقول آيت علي أن إجراءات بيع الأسهم في بورصة الجزائر تخضع لنظام جائر بحيث يلزم المشتري بتكوين ملف ويتم إرساله إلى لجنة مراقبة العمليات البورصة ولا يتم قبول الطلب إلا بعد مرور زمن طويل، في حين نجد باقي بورصات العالم أن الطالب يحصل على طلبه في ظرف عشر الثانية

هذا وأكد آيت علي أن الجزائر تفتقر إلى بنوك إسلامية إذ لا نجد في الساحة المالية سوى خمس مؤسسات مالية التي أعطت لنفسها صفة الصيرفة الإسلامية وهي "ترست بنك"، "السلام بنك"، "هاوسينغ بنك"، "بنك البركة"، و"البنك الجزائري الخليجي"، داعيا هذه البنوك إلى إخضاع معاملتها المالية إلى منطق إسلامي مبني على دعائم الشريعة الإسلامية

الجزائري التجاري القانون من 715 المادة تعديل إلى محمد بوجلال: الدعوة

وعلى صعيد مماثل، أرجع الخبير المالي الدكتور محمد بوجلال أسباب عدم مساهمة المعاملات الإسلامية في سوق الأوراق المالية والبورصة في الجزائر إلى تماطل البنك المركزي الجزائر في إصدار الصكوك المالية الإسلامية التي تمكن من إعادة النشاط إلى رحاب بورصة الجزائر، كما تسمح هذه الصكوك في تمويل المشاريع ذات البنية التحتية التي تحقق الإيرادات للخزينة العمومية، ويفتح المجال للمساهمين في الشركات العمومية وحتى الخاصة التي تتوفر على مشاريع طموحة تخدم الصالح العام، داعيا إلى ضرورة تعديل قانون القرض والنقد بما يسمح للمؤسسات المالية الإسلامية بدورها، وكذا تعديل المادة 715 من القانون التجاري الجزائري من أجل تمكين المتعاملين من إصدار الصكوك الإسلامية، مشيرا إلى أن المجلس الإسلامي الأعلى سبق وأن قدم للسلطات المعنية جملة من الاقتراحات تتضمن كل المعاملات التجارية الصيرفة الإسلامية، الزكاة، التأمين، وغيرها من المعاملات المالية

البورصة تحريك في الإسلامية المنتجات ستسهم هكذا

وفي هذا الجانب، قال الخبير المالي عبد القادر سماري إن الحديث عن كيفية استفادة الأسواق المالية والحركة التجاري من الصيرفة الإسلامية، يجب أن تستند إلى عدة محاور كبرى، حتى تنتقل البنوك عبارة عن مخزن وحافضة للأموال، إلى موظفة للأموال، كما تجعل من سوق التأمين تساهم في حركة تضامنية مالية في سوق التأمين المالي الجزائري، اقتداء بما قامت به العديد من الدول في العالم الإسلامي كماليزيا وأندونيسيا نموذجا، وحتى تجعل السوق المالي الإسلامي يعمل على تنشيط البورصة في الجزائر لا بد من مراجعة الإطار التشريعي والقانوني المنظم للمعاملات الإسلامية حتى نضمن حركة نشيطة لبورصة الجزائر

Bourse d'Alger : Les actionnaires se comptent sur une main

El moudjahid 07.11.18

Le dernier règlement de la Banque d'Algérie, relatif aux conditions d'exercice par les banques et établissements financiers des opérations bancaires relevant de la finance participative (conforme à la Charia) ouvrira la porte à la Bourse d'Alger pour se lancer dans l'émission des Soukouks, a indiqué Alger le directeur général de la Société de gestion de la bourse des valeurs, Yazid Benmouhoub.

Le dernier règlement de la Banque d'Algérie, relatif aux conditions d'exercice par les banques et établissements financiers des opérations bancaires relevant de la finance participative (conforme à la Charia) ouvrira la porte à la Bourse d'Alger pour se lancer dans l'émission des Soukouks, a indiqué Alger le directeur général de la Société de gestion de la bourse des valeurs, Yazid Benmouhoub. «Cela fait partie de l'innovation financière et des éléments qui jouent en faveur de l'inclusion financière. Une fois qu'on arrive à attirer les fonds circulant hors le circuit bancaire vers le secteur formel, les banques, étant elles-mêmes des intermédiaires en opérations de bourse, on aura construit une passerelle vers la Bourse d'Alger», a-t-il déclaré lors d'une conférence-débat organisée par l'Institut national des études stratégiques globales. Ce règlement va donc «nous ouvrir les portes à la Bourse pour le lancement de titres conformes à la Charia (Soukouks)», a-t-il poursuivi. Cependant, la Bourse, qui n'est pas régulée par la Banque centrale mais par la Cosob (Commission de surveillance des opérations en Bourse), aura également besoin d'un amendement du Code de Commerce pour pouvoir introduire ce genre de titres. Parmi les autres réformes introduites par les pouvoirs publics en vue de relancer la Bourse d'Alger, le responsable a notamment cité la nouvelle loi relative aux collectivités locales qui devrait doter les communes d'une plus grande autonomie financière en les autorisant, par exemple, à aller rechercher des financements sur le marché. Interrogé pour savoir si l'adoption du financement non conventionnel allait encore freiner l'émergence de la Bourse, il a souligné que ce mécanisme de financement était le plus indiqué pour une réponse urgente à la conjoncture financière difficile que traversait le pays. «Vu l'urgence du moment et le marché restreint de la Bourse, on ne pouvait pas compter sur la Bourse pour dépasser cette conjoncture financière. Le financement monétaire est une solution particulière à un problème particulier, mais on doit profiter de ce laps de temps pour booster l'activité boursière», a-t-il recommandé.

Sur l'introduction attendue en Bourse de AOM Invest Spa, une PME privée exerçant dans le tourisme thermal, M. Benmouhoub a affirmé que cette société «vient d'obtenir son visa d'entrée en Bourse auprès de la Cosob et nous travaillons maintenant pour son introduction à partir de décembre prochain». Deux autres PME devraient entrer en Bourse en 2019, a-t-il encore avancé, en notant que ces sociétés vont pouvoir augmenter leurs capacités de financement et bénéficier, en plus, de plusieurs avantages fiscaux. Il a ainsi invité les PME algériennes à franchir le pas vers la Bourse d'Alger et profiter de tous ces avantages. Alors que la rémunération sur l'épargne bancaire (taux d'intérêt), imposable à partir de la somme de 50.000 DA, varie entre 2,75% et 4%, la rémunération boursière (dividendes d'actions) varie quant à elle entre 6,75% et 11%, a soutenu le même responsable. Il a souligné, chiffres à l'appui, que l'épargne bancaire n'a progressé que de 2% entre 2016 et 2017 passant de 2.089 milliards (mds) de DA à 2.138 mds de DA. Mieux encore, la rémunération boursière, contrairement aux rendements bancaires, est non soumise à l'imposition et exonérée de l'IRG et de l'IBS. Après plus de vingt ans d'existence, la Bourse d'Alger, créée en 1997, ne compte aujourd'hui dans son portefeuille que cinq titres que sont Saïdal, El-Aurassi (publiques), Alliance Assurances, NCA Rouiba et Biopharm (privées), avec une capitalisation boursière inférieure à 40 mds de DA, un encours des obligations du Trésor autour de 700 mds de DA et quelques 13.000 investisseurs actionnaires. «Sur trois millions d'entreprises activant en Algérie, dont environ 700.000 PME, cinq sociétés seulement sont cotées en Bourse et aucune PME n'y figure !», a regretté M. Benmouhoub en ajoutant que la Bourse ne finançait l'économie nationale qu'à hauteur de 0,01%. Sur les origines de ce manque d'attractivité de la Bourse, M. Benmouhoub a pointé du doigt plusieurs facteurs dont la politique de bonification des taux d'intérêt bancaires qui aurait eu, selon lui, un effet d'éviction sur la Bourse, l'absence d'analystes financiers capables de faire des études sur la rentabilité des titres boursier mais surtout le faible rôle joué par les fonds d'investissements, censés préparer les entreprises pour accéder au marché financier.

Tourisme: la COSOB donne son feu vert pour l'introduction en bourse de la société AOM Invest

APS Le 06.11.18

ALGER - La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a apposé son visa sur la notice d'information relative à l'introduction en bourse de la société AOM Invest Spa, qui active dans le développement et l'exploitation de projets touristiques, a indiqué mardi cette institution financière dans un communiqué.

L'introduction en bourse de cette société à capital mixte public-privé a été approuvée en octobre 2018, précise la même source.

Introduits selon la procédure ordinaire, les titres d'AOM Invest Spa, représentant plus de 10% des actions de son capital social, ont fait l'objet d'un placement préalable auprès de trois investisseurs institutionnels, précise la COSOB.

Le montant du capital social de cette société s'élève à 115,9 millions de DA, constitué de 1.159.300 actions dont la valeur nominale est de 100 DA/action.

Le nombre d'actions détenues par les investisseurs institutionnels est de 520.000 actions.

Quant au prix fixé à l'introduction en bourse, il est de 297 DA/action.

La COSOB indique que le type d'actions de cette opération est ordinaire, alors que les titres sont inscrits en compte au porteur identifiable ou au nominatif.

Les titres de la société AOM Invest Spa seront admis à la cotation sur le marché PME de la Bourse d'Alger après accomplissement des formalités auprès de la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV) et d'Algérie Clearing (dépositaire central des titres).

AOM Invest Spa, première société PME à se faire lister sur le compartiment PME de la Bourse d'Alger, est née de la transformation de la Sarl "Hôtel Thermal Aqua Sirene" (STAS), dont le siège social est situé dans la commune de Bouhnifia (Mascara).

Ses activités portent sur le développement du tourisme thermal et de bien-être, le développement de destinations touristiques, la modernisation et la rénovation des stations thermales pour valoriser l'industrie touristique en Algérie.

الجزائر اليوم/ «أي.أو.أم إنفست» تنظم إلى بورصة الجزائر

07.11.18 المصدر : جزايرس

منحت لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة (كوسوب) الضوء الاخضر لشركة * أي أو أم انفست* ذات الاسهم التي تنشط في مجال تطوير واستغلال المشاريع السياحية للانضمام الى البورصة حسب ما افاد به أمس بيان هذه الهيئة المالية. ووضح نفس المصدر أن عملية المصادقة على انضمام هذه الشركة ذات راس المال المشترك عمومي وخاص تمت شهر أكتوبر 2018. وأفادت لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة ان عملية الانضمام تمت وفق الاجراءات العادية وأن أسهم هذه الشركة السياحية تمثل 10 بالمائة من اسهم راس مالها الاجتماعي وتم تحويلها من قبل الى ثلاثة مستثمرين مؤسسين. وبلغ الرأس مال الاجتماعي لهذه المؤسسة 115,9 مليون دج يتشكل من 1.159.300 سهم تقدر القيمة الاسمية لكل سهم 100 دج. اما عدد اسهم المملوكة من طرف المستثمرين المؤسسين تقدر ب 520.000 سهم. انقر هنا لقراءة الخبر من مصدره

نشكركم متابعين وزوار بوابة ميدان الأخبار على الثقة والتواجد، كما نعدكم بتقديم كل جديد وهام من كافة المصادر الإخبارية الموثوقة، وقد تم نقل (الجزائر اليوم/ «أي.أو.أم إنفست» تنظم إلى بورصة الجزائر), والمصدر هو المسئول عن ما ورد بالخبر

:المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم يزيد بن موهوب

الصيرفة الإسلامية تفتح الباب لإطلاق الصكوك

08.11.18 elmehwer



121

أكد المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم، يزيد بن موهوب، أمس الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن النظام الأخير لبنك الجزائر المتعلق بتعامل سيفتح المجال لبورصة الجزائر للشروع في إصدار البنوك والمؤسسات المالية بالعمليات البنكية الخاصة بالمالية التشاركية المطابقة للشريعة الصكوك.....

أوضح بن موهوب خلال محاضرة متبوعة بنقاش نظمها المعهد الوطني للدراسات الاستراتيجية الشاملة إن ذلك يندرج ضمن الابتكار المالي وعناصر تساعد على الإدماج المالي، وبعد أن يتمكن من جلب رؤوس الأموال المتداولة خارج المجال البنكي نحو القطاع الرسمي بما أن البنوك وأضاف المتحدث قائلا إن هذا النظام سيفتح لنا الأبواب نفسها تعد وسيطاً في عمليات البورصة، فإننا نكون قد أقمنا جسراً نحو بورصة الجزائر أمام البورصة لإطلاق سندات مطابقة لأحكام الشريعة (صكوك). كما أكد أن البورصة التي لا تخضع لنظام البنك المركزي وإنما إلى لجنة مراقبة العمليات في البورصة ستكون بحاجة كذلك إلى تعديل قانون التجارة لكي تتمكن من إدخال مثل هذه السندات

ومن بين الإصلاحات الأخرى التي أدخلتها السلطات العمومية من أجل تنشيط بورصة الجزائر، أشار المسؤول ذاته إلى القانون الجديد المتعلق بالجماعات المحلية الذي من شأنه أن يعطي للبلديات استقلالية مالية أكبر، من خلال السماح لها على سبيل المثال بالبحث عن تمويلات على مستوى السوق. وعن سؤال حول معرفة ما إذا كان تبني التمويل غير التقليدي سيؤدي إلى إعاقة تطور البورصة، أكد بن موهوب أن هذه الآلية التمويلية كانت الأكثر ملاءمة كحل عاجل للظرف المالي الصعب الذي تمر به البلاد. كما أكد أنه بالنظر إلى حساسية المرحلة والسوق المحدودة للبورصة فإنه لا يمكننا الاعتماد على البورصة لتجاوز هذا الظرف المالي، حيث إن التمويل النقدي يعد حلاً استثنائياً لمشكل خاص، لكن يجب علينا الاستفادة من هذا الحيز الزمني لإعطاء دفع قوي لنشاط البورصة

في السياق، أكد المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم أنه بعد أكثر من عشرين سنة من الوجود فإن بورصة الجزائر التي تم إنشاؤها في سنة 1997 لا تتوفر حتى اليوم في حافظتها إلا على خمسة سندات، هي صيدال والأوراسي، وهما مؤسستان عموميتان، إلى جانب أليانس للتأمينات رويبة وبيوفارم، وهي مؤسسات تابعة للقطاع الخاص، مع قيمة سوقية لا تتعدى 40 مليار دج، وأرصدة سندات البورصة في حدود وأن سي أ 700 مليار دج ونحو 13000 مستثمر مساهم

وتأسف بن موهوب من جانب آخر قائلا إن من بين ثلاثة ملايين مؤسسة تنشط في الجزائر، منها نحو 700000 مؤسسة صغيرة ومتوسطة لم تدخل عمليات البورصة، باستثناء خمس شركات، ولا توجد أي مؤسسة صغيرة أو متوسطة، مضيفاً أن البورصة لا تمول الاقتصاد الوطني إلا في حدود 0.01%. أما فيما يتعلق بسبب عدم جاذبية البورصة، أشار المسؤول إلى عدة عوامل، منها سياسية كخفض نسب الفائدة البنكية التي كان

لها تأثير سلبي على البورصة، وغياب تحاليل مالية قادرة على إجراء دراسات حول مردودية سندات البورصة، خاصة الدور المحدود الذي تلعبه صناديق الاستثمار التي كان من المفترض أن تحضّر المؤسسات لدخول السوق المالية

الجزائر اليوم/ بورصة الجزائر: النظام الأخير لبنك الجزائر حول المالية التشاركية يفتح الباب لإطلاق الصكوك

08.11.18

بورصة الجزائر: النظام الأخير لبنك الجزائر حول المالية التشاركية يفتح الباب لإطلاق الصكوك
يوم 07 - 11 - 2018- أكد المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم، يزيد بن موهوب، يوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة أن النظام الأخير لبنك الجزائر المتعلق بتعامل البنوك و المؤسسات المالية بالعمليات البنكية الخاصة بالمالية التشاركية (المطابقة للشريعة) سيفتح المجال لبورصة الجزائر للشروع في إصدار الصكوك. وأوضح السيد بن موهوب خلال محاضرة متبوعة بنقاش نظمها المعهد الوطني للدراسات الاستراتيجية الشاملة ان *ذلك يندرج ضمن الابتكار المالي و عناصر تساعد على الإدماج المالي و بعد ان تتمكن من جلب رؤوس الأموال المتداولة خارج المجال البنكي نحو القطاع الرسمي بما ان البنوك نفسها تعد وسيطا في عمليات البورصة فإننا نكون قد اقمنا جسرا نحو بورصة الجزائر*. وأضاف ان هذا النظام *سيفتح لنا الأبواب أمام البورصة لإطلاق سندات مطابقة لأحكام الشريعة (صكوك)*. كما أكد أن البورصة التي لا تخضع لنظام البنك المركزي و انما الى لجنة مراقبة العمليات في البورصة ستكون بحاجة كذلك الى تعديل قانون التجارة لكي تتمكن من ادخال مثل هذه السندات. ومن بين الاصلاحات الاخرى التي ادخلتها السلطات العمومية من اجل تنشيط بورصة الجزائر اشار المسؤول ذاته الى القانون الجديد المتعلق بالجماعات المحلية الذي من شأنه ان يعطي للبلديات استقلالية مالية اكبر من خلال السماح لها على سبيل المثال بالبحث عن تمويلات على مستوى السوق. وعن سؤال حوال معرفة ما اذا كان تبني التمويل غير التقليدي سيؤدي الى اعاقا تطور البورصة اكد السيد بن موهوب ان هذه الآلية التمويلية كانت الاكثر ملاءمة كحل عاجل للظرف المالي الصعب الذي تمر به البلاد. كما أكد انه *بالنظر الى حساسية المرحلة و السوق المحدود للبورصة فانه لا يمكننا الاعتماد على البورصة لتجاوز هذا الظرف المالي حيث ان التمويل النقدي يعد حلا استثنائيا لمشكل خاص لكن يجب علينا الاستفادة من هذا الحيز الزمني لإعطاء دفع قوي لنشاط البورصة*. أما فيما يخص الدخول المنتظر للشركة الخاصة ذات الاسهم أ.و.أم إينفاست النشطة في مجال السياحة الحموية الى البورصة فقد اوضح ذات المسؤول ان هذه المؤسسة *تحصلت مؤخرا على تأشيرة الدخول الى البورصة من لجنة مراقبة العمليات في البورصة و نحن نعمل الان من اجل إدخالها ابتداء من شهر ديسمبر المقبل*. كم ينتظر -حسب ذات المسؤول- دخول مؤسستين صغيرتين و متوسطتين الى البورصة في سنة 2019 مشيرا الى ان هاتين الشركتين سترفعان من قدراتهما التمويلية و ستستفيدان زيادة على ذلك من عديد المزايا الجبائية داعيا المؤسسات الصغيرة و المتوسطة الجزائرية الى دخول بورصة الجزائر و الاستفادة من كل هذه الامتيازات. وأكد في هذا الخصوص اعتمادا على الارقام بان الادخار البنكي لم يرتفع الا بنسبة 2 % خلال الفترة الممتدة بين 2016 و 2017 منتقلا من 2089 مليار دج الى 2138 مليار دج. كما أن أرباح البورصة و عكس العائدات البنكية ليست خاضعة للضرائب و معفاة من الضريبة على الدخل الاجمالي او الضريبة على ارباح الشركات. و بعد اكثر من عشرين سنة من الوجود فان بورصة الجزائر التي تم انشاؤها في سنة 1997 لا تتوفر حتى اليوم في حافظتها الا على خمسة (5) سندات هي صيدال و الأوراسي (عموميان) و أليانس للتأمينات و أن سي أروبية و بيوفارم (خواص) مع قيمة سوقية لا تتعدى 40 مليار دج و ارصدة سندات البورصة في حدود 700 مليار دج وحوالي

13000 مستثمر مساهم. وتأسف السيد بن موهوب من جانب اخر قائلا *انه من بين ثلاثة ملايين مؤسسة تنشط في الجزائر منها حوالي 700000 مؤسسة صغيرة و متوسطة لم يدخل عمليات البورصة الا خمس شركات و لا توجد اي مؤسسة صغيرة و متوسطة* مضيفا ان البورصة لا تمول الاقتصاد الوطني الا في حدود 0ر01%. أما فيما يتعلق بسبب عدم جاذبية البورصة اشار ذات المسؤول الى عدة عوامل منها سياسة خفض نسب الفائدة البنكية التي كان لها تأثير سلبي على البورصة و غياب تحاليل مالية قادرة على اجراء دراسات حول مردودية سندات البورصة و خاصة الدور المحدود الذي تلعبه صناديق الاستثمار التي كانت من المفترض ان تحضر المؤسسات لدخول السوق المالية.انقر هنا لقراءة الخبر من مصدره.

نشكركم متابعين وزوار بوابة ميدان الأخبار على الثقة والتواجد، كما نعدكم بتقديم كل جديد وهام من كافة المصادر الإخبارية الموثوقة، وقد تم نقل (الجزائر اليوم/ بورصة الجزائر: النظام الأخير لبنك الجزائر حول المالية التشاركية يفتح الباب لإطلاق الصكوك)، والمصدر هو المسئول عن ما ورد بالخبر.
المصدر : جزايرس

Marché boursier : « AOM Invest » **accède au compartiment des PME**

Des discussions sont en cours pour coter cette PME avant la fin de l'année en cours.

PUBLIE LE : 11-11-2018 | el moudjahid

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) annonce avoir accordé son visa à la société AOM Invest Spa, en prévision de son introduction en bourse, une PME activant dans le développement et l'exploitation de projets touristiques. Selon le premier responsable de la SGBV, des discussions sont en cours pour coter cette PME avant la fin de l'année en cours. Introduits selon la procédure ordinaire, les titres d'AOM Invest Spa, représentant plus de 10% des actions de son capital social, ont fait l'objet d'un placement préalable auprès de trois investisseurs institutionnels. La valeur nominale de l'action est de 100 DA sachant que le prix fixé à l'introduction est de 297 DA l'action. Aussi, les titres de la société AOM Invest Spa seront admis à la cotation sur le marché PME de la Bourse d'Alger après accomplissement, au préalable, des formalités requises auprès de la SGBV et d'Algérie Clearing. AOM INVEST Spa qui est ainsi la première PME à se faire lister sur le compartiment de la Bourse dédié à cette catégorie d'entreprises (créée en 2012), est née de la transformation de la SARL Hôtel Thermal Aqua Sirène, (S.T.A.S) dont le siège social est situé dans la commune de Bouhnia, w. Mascara. Les activités rentrant dans le cadre de son objet social consistent essentiellement dans le développement du tourisme thermal et de bien-être, le développement de destination touristique par excellence, la modernisation et la rénovation des stations thermales pour valoriser l'industrie touristique en Algérie. Aussi, la Bourse qui ne compte que cinq sociétés cotées, s'attelle actuellement à vulgariser ses activités auprès des opérateurs économiques en mettant en avant les avantages qu'ils sont susceptibles d'en tirer, dans un contexte difficile en termes de financement, notamment l'accès aux marchés publics. «Nous voulons que les chefs d'entreprises puissent anticiper les changements et faire des projections ou de modifier leur structure de financement en intégrant la bourse comme étant un levier de croissance pour leur société», a déclaré le DG de la Bourse, M. Yazid Benmouhoub.

Selon ce responsable, des discussions sont en cours avec d'autres sociétés, en l'occurrence, des PME, en phase d'évaluation actuellement pour une introduction en Bourse au courant de l'année prochaine. En plus de leur caractère familial, qui constitue un obstacle majeur, la majorité des PME hésitent à intégrer la Bourse du fait qu'elles ne sont pas suffisamment structurées et préparées à cette éventualité, explique le directeur général de la Bourse.

D. Akila

Alger: Harmoniser les institutions financières

Selon le Directeur du Crédit et de la Régulation bancaire à la Banque d'Algérie (BA), Mohamed Lahbib Koubi, le taux d'épargne nationale en circulation « en dehors des banques était estimé à 31% de la masse monétaire en Algérie ».

Lakoom Info 27 novembre 2018



Alger: Harmoniser les institutions financières

Alger par : Nouredine RAMZI

Selon le Directeur du Crédit et de la Régulation bancaire à la Banque d'Algérie (BA), Mohamed Lahbib Koubi, le taux d'épargne nationale en circulation « en dehors des banques était estimé à 31% de la masse monétaire en Algérie ».

Intervenant lors du premier Symposium algérien sur les Assurances et la Finance islamiques (SAAFI 2018), M. Koubi a qualifié cette part de "très élevée", préconisant de drainer ces ressources vers les

banques pour mieux financer l'activité économique notamment en matière d'investissement. Certains vont même jusqu'à penser à « une sérieuse concurrence entre les institutions financières.

"Dans un contexte caractérisé par un défaut de ressources bancaires conventionnelles, la collecte des ressources via la diversification et l'adaptation des produits d'épargne et de financement afin de répondre aux attentes de l'ensemble des opérateurs et citoyens, s'avère une nécessité impérieuse pour l'économie nationale", a-t-il soutenu, rapporte l'APS.

A ce propos, le responsable a fait état d'un nouveau règlement devant être publié prochainement dans le journal officiel, un texte définissant les règles applicables aux produits dits participatifs, approuvé le 4 novembre par le Conseil de la monnaie et du crédit (CMC).

Ce système définit ces produits et leur cadre procédural, tout en les distinguant des activités bancaires conventionnelles.

M. Koubi a estimé que ce nouveau texte, élaboré par la BA, ne prenait pas en compte toutes les opérations bancaires participatives à l'instar des opérations en Open Market et des opérations interbancaires, ce qui requiert "de fournir davantage d'efforts afin d'aboutir à de nouveaux textes complémentaires à l'arsenal juridique et encadrer l'ensemble du financement participatif".

Pour ce faire, une méthode proposée par la BA a été adoptée, basée sur les principes de la graduation dans l'application, la consultation dans l'élaboration, et l'inclusion de l'ensemble des opérateurs économiques et sociaux.

Le responsable a estimé, par ailleurs, que la mise en place d'un cadre organisationnel et comptable complémentaire couvrant cette activité "prendrait plus de temps et requerrait un souffle long et plus d'efforts, de patience et de persévérance".

La réussite du projet du financement participatif repose également, selon M. Koubi, sur l'efficacité d'un personnel qualifié et formé de manière "suffisante et globale".

Lors des travaux du symposium, des représentants des banques ont relevé une hausse de la demande sur ce genre de produit, puisque les actifs des banques "Al Baraka" et "Essalem" -seules banques islamiques activant en Algérie- ont atteint respectivement 270 milliards de dinars et 100 milliards de DA.

De son côté, le directeur général de la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV), Yazid Benmouhoub a précisé que la Bourse d'Alger s'intéresse au lancement des sukuk, toutefois la législation en vigueur ne le permet pas.

La bourse s'attelle actuellement en collaboration avec un laboratoire relevant de l'Université de Sétif à "élaborer un projet portant sur une nouvelle approche organisationnelle qui sera présentée à la

commission de surveillance des opérations en bourse (COSOB) pour défendre un éventuel lancement des sukuk.

Benmouhoub a mis l'accent sur le rôle de la Bourse dans le financement de l'économie notamment dans le cadre du recul de la liquidité monétaire de 75% suite au choc pétrolier subi par l'Algérie.

Il a, par ailleurs, révélé que la Bourse d'Alger sera totalement numérisée.

الوسطاء بإمكانهم بيع وشراء الأسهم عبر النت ..يزيد بن موهوب

"رقمنة بورصة الجزائر خلال 2019"

elmihtar.com28.11.2018



لقاء مرتقب مع المتعاملين الاقتصاديين بوهان الأسبوع المقبل

كشف المدير العام لبورصة الجزائر، يزيد بن موهوب، عن رقمنة بورصة الجزائر خلال السنة المقبلة، حيث سيتمكن الوسطاء والفاعلين من بيع وشراء الأسهم عبر الإنترنت، مشيراً إلى لقاء مرتقب مع المتعاملين الاقتصاديين خلال الأسبوع القادم بولاية وهران

أوضح يزيد بن موهوب في تصريح لـ "المحور اليومي" خلال افتتاح الصالون "سيبال اكسبوا"، أمس، بقصر المؤتمرات عبد اللطيف رحال، أنه سيتم خلال السنة القادمة رقمنة بورصة الجزائر حيث سيتمكن هذا الأمر الوسطاء ببيع وشراء الأسهم عبر الإنترنت وهذا من خلال نظام معلومات جديد

وأضاف بن موهوب أن مشاركة بورصة الجزائر في هذا الصالون سيتم بتوجيه المتعاملين الاقتصاديين لدخول البورصة وأن هذه الأخيرة ستكون مفتوحة أمامهم لتمويل مشاريعهم عبر البورصة خاصة الشركات المختصة في التصدير أو التي ستشارك خلال السنة القادمة في التصدير نحو الأسواق الخارجية، مشيراً في الوقت ذاته إلى أن البورصة ستمنح صورة أخرى للمتعامل الأجنبي وسيتم استقباله بكل ايجابية، وفي هذا الشأن، قال المدير العام لبورصة الجزائر، إن بورصة الجزائر ستتنظم ملتقى مع المتعاملين الاقتصاديين بولاية وهران سيتم من خلاله حت كل الفاعلين عن دور بورصة الجزائر في تمويل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة غير القادرة عن تمويل نفسها

ومن جهة أخرى، أكد بن موهوب أن بورصة الجزائر تلعب دوراً في تمويل الاقتصاد الوطني وبإمكانها ان تلعب دوراً محورياً في تمويل مشاريع الشركات باعتبار أن هذا النوع من التمويل بات بديلاً عن التمويلات القديمة التي تعتمد فيها الشركات في تمويل مشاريعها إما بالإمكانات الذاتية أو عن طريق اللجوء إلى القروض البنكية والتي باتت محدودة الفعالية والنجاعة، منوها في الوقت ذاته إلى أن دور بورصة الجزائر أصبح يتماشى مع النظام الاقتصادي الجديد الذي يعتمد على الأوراق المالية وأنماط تمويلية جديدة، لاسيما في الظروف الاقتصادية الراهنة التي تعيشها الجزائر على غرار الكثير من الدول التي يعتمد اقتصادها بنسبة كبيرة على المحروقات عقب التذبذبات التي تعرفها سوق النفط العالمية

في السياق ذاته، عرج المسؤول الأول عن بورصة الجزائر على بعض العوائق التي واجهت بورصة الجزائر منذ نشأتها ما جعلها عاجزة عن لعب الدور المنوط بها والتي أرجعها المدير العام إلى الظروف التي نشأت فيها هذه المؤسسات خلال التسعينيات سنوات الازمة المالية الخائفة، ما أثر سلباً وجعل البورصة تعجز في العثور عن مصادر لتمويل خزينتها، لتليها فترة الجبوحه المالية واكتفاء المؤسسات بتمويل المشاريع ذاتياً أو عن طريق البنوك، فضلاً عن ذهنيات أصحاب مؤسسات القطاع الخاص الذين مازالوا متخوفين من الانضمام للبورصة

وسيلة قرياج

Entrée en bourse de la PME AOM Invest : La première séance de cotation en décembre

ZHOR HADJAM 01 DÉCEMBRE 2018

La première séance de cotation boursière de la société par actions AOM Invest, dont l'introduction en Bourse a été approuvée fin octobre 2018 par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), aura lieu durant la première quinzaine du mois de décembre, selon le directeur général de la Bourse d'Alger.

Selon Yazid Benmouhoub, rencontré mercredi dernier en marge du Salon Sibal expo, organisé au Centre international des conventions (CIC), la date officielle sera annoncée dans les tout prochains jours, ce qui officialisera l'introduction en bourse – première du genre – de cette société à capital mixte public-privé, activant dans le domaine du tourisme thermal.

Une première opération qui ouvre d'ores et déjà de nouvelles perspectives dans le domaine de la capitalisation boursière des petites et moyennes entreprises, note le directeur général de la Bourse. Celui-ci souligne que cette opération «compte énormément pour nous parce que nous espérons que cela va être l'exemple à suivre pour les autres sociétés dans le même secteur ou d'autres secteurs d'activités.

Le marché de la Bourse peut aider véritablement ces PME à lever des fonds, à avoir une meilleure capitalisation et une meilleure visibilité, surtout pour les entreprises qui se destinent à l'export sur le marché international.» Le directeur général de la Bourse affirme que beaucoup d'entreprises se rapprochent de ses services pour s'enquérir des procédures à suivre et des avantages de l'introduction en Bourse.

«Ce que nous remarquons, notamment depuis environ un semestre, c'est que nous recevons beaucoup de PME qui viennent s'informer. Elles sont plus à l'affût de financements. Je pense que les missions de vulgarisation que nous avons entamées depuis 2013 à travers le territoire national commencent à donner leurs fruits.

Il faut dire aussi que beaucoup de PME sont devant un véritable problème depuis la baisse des recettes de l'Etat, la liquidité ayant reculé sensiblement entre 2014 et 2016, soit de près de 74%, et comme ces entreprises ne sont pas suffisamment capitalisées, elles ne trouvent pas d'accès au crédit auprès des banques.

Nous, nous les invitons donc à se rapprocher de la Bourse et à augmenter leur capital afin d'avoir une bonne capitalisation, ce qui leur ouvrira les portes des banques.» Sur un autre plan, Yazid Benmouhoub insiste sur la modernisation de la Bourse. «Nous continuons notre développement en interne et la Bourse sera, en 2019, la première société entièrement digitalisée.

Nous allons mettre en service le système de cotation en ligne et le système d'information, ainsi les intermédiaires pourront donc se connecter et trader directement sur une plateforme via internet», note le directeur général de la Bourse.

Concernant AOM Invest Spa, la Cosob avait souligné récemment que «les titres qui seront introduits selon la procédure ordinaire, Spa, représentant plus de 10% des actions de son capital social, suite à un placement préalable auprès de trois investisseurs institutionnels».

Le montant du capital social d'AOM Invest s'élève à 115,9 millions de DA, constitué de 1 159 300 actions, dont la valeur nominale est de 100 DA/action. Le nombre d'actions détenues par les investisseurs institutionnels est de 520 000 actions.

Quant au prix fixé à l'introduction en bourse, il est de 297 DA/action. La Cosob indique par ailleurs que le type d'action de cette opération est ordinaire, alors que les titres sont inscrits en compte au porteur identifiable ou au nominatif.

La Cosob avait informé que les titres de la société seront admis à la cotation sur le marché PME de la Bourse d'Alger après accomplissement des formalités auprès de la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV) et d'Algérie Clearing, dépositaire central des titres